

<http://ugtg.org/~apache/spip.php?article685>



Zimbabwe : Mugabe, ce pelé, de galeux, d'où nous vient tout le mal

- International -



Date de mise en ligne samedi 20 décembre 2008

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Les grands médias français, journaux de droite et de gauche, télévisions privées et publiques au service de Sarkozy, ont enfin trouvé un sujet qui fait leur unanimité : le Zimbabwe est un enfer africain, et Robert Mugabe, son président inamovible, un vieillard criminel responsable des maux qui affligent son peuple.

Même le journal « L'Humanité », qui fut autrefois anti-impérialiste, et qui est en 2008 désireux de ne pas être différent des autres, a titré l'autre jour : « Mugabe, au ban de l'Afrique » ! Ce qui est à la fois un mensonge, comme le montre la récente réunion de l'OUA, et une falsification des propos de Mandela, par exemple. Car le père de la nation arc-en-ciel, et Zuma, dirigeant élu de l'ANC, s'ils ont condamné l'obstination de Mugabe à s'accrocher à un pouvoir ébranlé, et déploré « l'échec tragique du Zimbabwe », ne l'ont jamais attribué à son seul président.

Il serait donc temps d'informer l'opinion française, manipulée, de quelques vérités que l'on sait, d'Alger à Pretoria.

1 - Le Zimbabwe, autrefois Rhodésie, a subi très longtemps le pillage colonial par l'Empire britannique. Le peuple noir du Zimbabwe n'a réussi à arracher son indépendance qu'après de longues années de lutte armée, sous la direction de militants courageux et populaires comme Robert Mugabe et ses compagnons, les partisans de la ZANU. Ils en conservent encore le prestige, une génération plus tard.

2 - L'indépendance politique arrachée au Royaume Uni Britannique laissait au nouveau Zimbabwe un lourd passif, sous-développement industriel, chômage et extraordinaire inégalité agraire : les trois-quarts des terres les plus fertiles restaient entre les mains de quelques dizaines de milliers de familles de grands propriétaires d'origine européenne, qui y produisaient essentiellement du tabac destiné à l'exportation. Aux termes des accords d'indépendance, la redistribution des terres, aspiration populaire incluse dans le programme des mouvements nationalistes arrivant au pouvoir, devait se faire en quelques années, grâce à l'indemnisation des colons expropriés par la Grande Bretagne. Les autorités britanniques n'ayant jamais tenu leur promesse, la réforme agraire était toujours à faire une génération plus tard.

3 - Le régime élu du Président Mugabe, soutenu en cela par la population, a lancé il y a quelques années un début de réforme agraire, sans indemnisation des grands propriétaires expropriés. Malheureusement, cela s'est fait de façon chaotique, trop souvent au seul profit de clients politiques du pouvoir plutôt que des paysans nécessiteux. Parallèlement, l'asphyxie économique du pays par les Britanniques et l'Occident (aucun crédit du FMI, embargo commercial) entraînait une inflation énorme et la ruine d'une agriculture d'exportation incapable de poursuivre les investissements nécessaires (engrais, machines, etc).

4 - Une réforme agraire, donc, entamée dans les pires conditions, qui n'étaient pas du seul fait de Mugabe et son entourage, se termine en désastre économique, et l'émigration massive vers l'Afrique du Sud, au point d'y provoquer de véritables pogroms xénophobes. Le mécontentement populaire s'est exprimé majoritairement lors des élections législatives de 2008. L'obstination de Mugabe s'accrochant au-delà du raisonnable au pouvoir, en truquant les élections présidentielles, en faisant régner la terreur grâce à des gros bras recrutés dans le « lumpen prolétariat » de Harare et des villages, n'est évidemment pas la solution adaptée à longue échéance. Mais il est malhonnête de présenter le parti d'opposition (MDC) et notamment son dirigeant Tsvangirai, ancien syndicaliste, comme des démocrates progressistes : le syndicalisme peut conduire au pouvoir, à condition d'en sortir et de donner des gages politiques à des sponsors qui n'ont rien de désintéressés. Le MDC dont le programme est flou, hormis sa volonté d'accéder au gouvernement, est soutenu et financé par les dirigeants occidentaux et les agrariens « blancs » du Zimbabwe, menacés de réforme agraire.

5 - Si les solutions apportées par Mugabe et son parti sont inadaptées, le problème de l'inégalité agraire est bien

réel, et la réforme agraire toujours nécessaire. Mieux, le même problème hérité de la civilisation européenne, existe aussi dans les pays voisins, et surtout en Afrique du Sud. Faute de réforme agraire depuis la fin de l'apartheid, il reste explosif, se traduit par une criminalité très forte à la campagne, un chômage massif (+ de 25%) que l'industrie ne peut absorber, et peut déboucher sur le pire si l'ANC ne sait pas le résoudre.

6 - Pour l'instant, il s'agit d'éviter le pire en ne se joignant pas à la meute des médias occidentaux qui envisage froidement de faire du drame zimbabwéen le prétexte d'une intervention impérialiste en Afrique Australe, à l'image de ce qui se passe au Tchad, en Somalie, etc. Relayés par les « Européens », les dirigeants britanniques et Georges Bush exigent de la « communauté internationale » de ne plus reconnaître les autorités du Zimbabwe (alors qu'ils maintiennent au pouvoir « leurs » dictateurs africains, du Camerounais Biya au Tchadien Deby). Prêts à combattre pour « la démocratie » jusqu'au dernier Zimbabwéen, ils envisagent froidement la guerre civile à Harare, et une intervention militaire internationale pour y « rétablir la paix », ce qui serait une ingérence directe de l'impérialisme en Afrique Australe. Le Zimbabwe, dans ce schéma impérial, pourrait devenir un nouvel Irak. La seule issue politique est la négociation pacifique entre Zimbabwéens, sans ingérence extérieure.

Il serait ahurissant que des anti-impérialistes français, par ignorance ou par opportunisme, prêtent la main à cette opération de l'impérialisme mondial, Bush, Gordon Brown et Sarkozy réunis.

Francis Arzalier